



CRISE HUMANITAIRE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE : LES MIGRANTS REFOULÉS PAR L'UE RESTENT BLOQUÉS ET SANS DROITS

APERÇU DE LA SITUATION

Le 23 décembre 2020, le camp de réfugiés de Lipa en Bosnie-Herzégovine a été fermé par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) car jugé dangereux et impropre à l'hiver. Le même jour, le camp a été partiellement détruit par un [incendie](#). Depuis, l'attention a été attirée sur l'une des crises humanitaires les plus graves se déroulant aux portes de l'Europe. Selon l'OIM, plus de 8,000 migrants sont actuellement bloqués en Bosnie: alors que 6 000 d'entre eux sont dans des centres de logement, près de 2,000 vivent dans des conditions précaires dans tout le pays. Les installations d'accueil sont surpeuplées et inadéquates, et elles mettent en danger la vie de milliers de migrants qui dorment dans des camps improvisés. Nicola Bay, directeur du Conseil danois pour les réfugiés pour la Bosnie, a déclaré que parmi ces personnes il y a des familles, des enfants et des mineurs non accompagnés n'ayant pas accès à un abri, aux services de base ou à des soins de santé appropriés. Malgré les pressions nationales et internationales, le maire de la ville de Bihać a refusé de réouvrir le camp de Bira, un centre d'accueil financé par l'Union européenne et fermé en septembre 2020. Désormais, les organisations humanitaires peinent à porter secours aux personnes concernées car les températures sont tombées en dessous de 25 ° C la nuit.

"Il fait trop froid, vous savez, le temps est pluvieux et le temps est très froid, et nous ne pouvons pas dormir ici", a déclaré un migrant à un correspondant de la BBC.



«D'une part, le gouvernement central a tenté de réouvrir le site de Bihać destiné à accueillir les migrants, et d'autre part, les autorités locales et la population ont refusé de les laisser entrer. Les migrants sont pris au milieu de tout cela.» a déclaré Peter Van der Auweraert, le coordinateur des Balkans occidentaux pour l'OIM. Les conditions sanitaires inquiétantes auxquelles les réfugiés sont exposés augmentent la propagation de plusieurs maladies, dont le coronavirus. En outre, il va sans dire que l'état permanent d'insécurité et de violence pèse lourdement sur la santé mentale des migrants. Fin janvier, l'ONG locale «SOS Bihać» a [déclaré](#) avoir trouvé des cadavres dans la zone. M. Van Der Auweraert a en outre reconnu qu'il ne s'agissait pas d'un manque de ressources financières, car depuis début 2018, l'UE a fourni plus de 88 millions d'euros pour aider le pays à renforcer ses capacités de gestion des flux migratoires. Ce montant a été alloué soit directement à la Bosnie-Herzégovine, soit par l'intermédiaire d'organisations partenaires d'exécution pour répondre aux besoins immédiats des migrants.

Les frontières extérieures de l'UE restent fermées

L'échec de la gestion de la crise migratoire dans les pays limitrophes de l'Union européenne comme la Bosnie est en partie dû aux pratiques de refoulement opérées par la police à la périphérie de l'Union. Depuis 2015, lorsque de nombreux pays de l'UE (par exemple la Hongrie) ont fermé leurs frontières, de plus en plus de personnes tentent d'entrer en Europe par la soi-disant «route des Balkans», en traversant la frontière bosno-croate. Alors que les reportages sur les abus et les repoussements

violents de la police croate remontent à 2016, le gouvernement croate continue de [rejeter](#) ces allégations. Les refoulements, violents ou non, sont illégaux, car ils violent le droit international, y compris le principe de non-refoulement et le droit des migrants de demander l'asile après avoir traversé une frontière. Selon [plusieurs rapports](#) d'octobre 2020, les refoulements de la Croatie ont occasionnellement impliqué des abus sexuels, des passages à tabac, des vols et des détentions illégales. La police a rarement, voire jamais, interrogé les migrants sur leur situation personnelle et ne leur a pas donné l'occasion de demander l'asile. Ce faisant, la police des frontières croate ignore les droits des personnes qui demandent une protection en Europe, agissant comme si la zone frontalière était un vide juridique. Les refoulements illégaux et injustifiés, ainsi que les retours forcés aux frontières de l'UE constituent une violation flagrante des droits de l'homme fondamentaux et des lois sur les réfugiés. En 2019, [trois plaintes](#) ont été déposées contre la Croatie par trois citoyens syriens. Dans ces circonstances, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a jugé que la Croatie avait violé l'article 4 du protocole 4 (interdiction des expulsions collectives) et l'article 13 (droit à un recours effectif) de la Convention européenne des droits de l'homme. De plus, étant donné les conditions de vie inhumaines des demandeurs d'asile en Bosnie, ainsi que le système d'asile inadéquat du pays, les refoulements aux frontières violent également l'article 3 (traitements inhumains ou dégradants). L'année dernière, environ 1 300 migrants ont été renvoyés par les forces italiennes alors qu'ils étaient arrivés à la frontière Italo-Slovène par la route des Balkans. Le 18 janvier 2021, la Cour de Rome a [déclaré](#) illégaux les refoulements informels. Ces refoulements avaient été effectués par l'Italie sur la base d'un accord bilatéral avec la Slovénie signé

en 1996, qui n'a jamais été ratifié par le Parlement italien.

LA POSITION DE LA RSF

La situation décrite ci-dessus met en lumière l'absence d'une politique de gestion des migrations fonctionnant correctement en Bosnie-Herzégovine, ainsi que l'absence d'un système d'accueil qui protège la vie et les droits des migrants. En raison de sa structure constitutionnelle actuelle, la Bosnie n'a pas la capacité de faire face à une telle crise, nécessitant un certain degré de centralisation du processus décisionnel. En Bosnie-Herzégovine, le gouvernement central et les cantons, à savoir les administrations locales, sont responsables de l'application des droits de l'homme. Cependant, la prise de décision dans ce domaine est déléguée aux autorités régionales, qui sont chargées de réglementer l'utilisation des terres locales. Cette structure organisationnelle, ainsi que les [divisions ethniques présentes](#) dans le pays rendent plus difficile la coordination d'une réponse nationale à la migration.

Arrêter le traitement dégradant en Bosnie

Rede Sem Fronteiras (RSF) souligne que le système politique de la Bosnie-Herzégovine n'a pas réussi à fournir aux migrants l'aide humanitaire de base requise par le droit international, et que les gouvernements nationaux et locaux continuent de manifester un manque d'adhésion aux valeurs européennes. Nous considérons cette situation inacceptable. La Bosnie-Herzégovine, en tant que partie aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, doit honorer ses obligations. À cet égard, RSF souscrit aux appels lancés par [Human Rights Watch](#) et par [Festival Sabir](#) pour exhorter les autorités bosniaques à agir pour sauver des vies, à identifier des logements adaptés et à respecter les droits fondamentaux des migrants. RSF appelle les institutions de l'UE, ainsi que les administrations locales, fédérales et nationales bosniaques, à déployer immédiatement les ressources et les actions nécessaires, même en utilisant des accords bilatéraux. Une action concertée doit être menée pour faire face de manière adéquate à la crise humanitaire et garantir que les demandeurs d'asile, actuellement bloqués par des températures glaciales, aient accès à un logement hivernal et à une assistance médicale. À cette fin, Rede Sem Fronteiras plaide pour la réouverture du camp de Bira, ce qui semble

nécessaire pour garantir que les migrants précédemment accueillis à Lipa puissent être hébergés pendant les durs mois d'hiver bosniaque. En plus de cela, nous préconisons que les dix cantons de la Fédération de Bosnie-Herzégovine mettent en œuvre un système de responsabilité partagée dans l'accueil des demandeurs d'asile de manière plus uniforme, car les structures qui accueillent les personnes concernées aujourd'hui ne sont situées que dans le nord-ouest du pays. Enfin, nous appelons les institutions européennes à veiller à ce que le financement de l'UE accordé à la Bosnie-Herzégovine en décembre 2020 ([25 millions d'euros](#)) et en janvier 2021 ([3,5 millions d'euros](#)) soit alloué selon son objectif, à savoir celui de fournir une assistance aux demandeurs d'asile, et de mieux gérer les flux migratoires.

Arrêter les refoulements illégaux aux frontières extérieures de l'UE

Rede Sem Fronteiras estime que les refoulements illégaux et violents ayant lieu sur la route des Balkans sont une conséquence directe des politiques migratoires européennes visant à transférer la responsabilité hors des frontières de l'Union, niant les droits de l'homme et refusant d'appliquer les principes universels sur lesquels le projet européen a été fondé. L'UE a justement la responsabilité de soutenir les victimes de tragédies à grande échelle qui se produisent juste à l'extérieur de ses frontières. Nous pensons qu'en plus d'allouer des fonds, l'UE devrait élaborer des stratégies à long terme avec les autorités bosniaques dans le but de façonner des politiques humanitaires et un système d'asile efficace, garantissant un accès équitable à l'asile et des conditions d'accueil humaines. Les institutions de l'UE et les gouvernements nationaux des États membres devraient assurer une évacuation urgente vers l'Union européenne des personnes actuellement hébergées dans les installations d'accueil bosniaques. Pour qu'une évacuation en toute sécurité ait lieu, l'UE doit mettre fin à l'infliction de graves souffrances physiques et psychologiques aux demandeurs d'asile aux frontières européennes extérieures, ainsi qu'au refus de la police d'examiner leur statut migratoire et de reconnaître leur droit de demander une protection internationale. La compétence des États membres de maintenir l'intégrité de leurs frontières et la nécessité de contrôler la migration ne devraient jamais être considérées comme des excuses pour contourner le droit international ou

violer les droits de l'homme. Dans cette optique, Rede Sem Fronteiras salue chaleureusement les décisions de la Cour de Strasbourg et de la Cour de Rome qui ont confirmé l'illégalité des refoulements. Cependant, nous exigeons qu'une action juridique concertée soit déclenchée au niveau européen pour lutter contre de telles pratiques. La Commission européenne devrait intervenir et obliger les gouvernements en question à rendre des comptes par rapport à la violation des lois européennes. En plus de cela, un mécanisme indépendant de surveillance des frontières devrait être mis en place pour empêcher ces abus. Tout en soutenant le nouveau [Pacte sur la migration et l'asile](#) récemment élaboré par la Commission, qui propose la mise en place d'un tel mécanisme, nous estimons également que l'implémentation de recours juridiques et politiques contre les États membres qui enfreignent le droit de l'UE manquent à ce pacte, le rendant inefficace à cet égard. La question qui demeure maintenant est de savoir dans quelle mesure les dommages causés sont réparables.

CONCLUSION

Rede Sem Fronteiras (RSF) suit de près le déroulement des événements qui ont lieu actuellement en Bosnie-Herzégovine ainsi qu'aux frontières avec l'Union européenne, et ne peut plus tolérer les conditions inhumaines dans lesquelles les migrants et les demandeurs d'asile sont contraints de vivre dans les centres d'accueil bosniaques. Des milliers de personnes, dont des enfants et des mineurs non accompagnés, vivent quotidiennement un cauchemar dans un contexte d'indifférence générale, aux portes de l'UE. À cet égard, RSF appelle au déploiement de solutions durables, et incite les autorités à prendre en charge l'accueil des migrants de manière adéquate et fondée sur les droits. En outre, il est nécessaire que les violentes pratiques de refoulement qui se déroulent à la frontière bosno-croate cessent immédiatement et que les politiques et procédures migratoires soient remodelées, tant au niveau national que régional, dans le but de mettre en œuvre un système capable de protéger la vie et les droits des demandeurs d'asile. Il reste à voir si le nouveau pacte proposé parviendra à garantir aux migrants la possibilité de chercher une protection internationale par des voies sûres et légales.